

Tous ensemble !

Le mouvement social en cours, engagé le 17 novembre, est aujourd'hui ancré à l'image du malaise social profond qui traverse toute la société. Ce mouvement défend des revendications : pouvoir d'achat, justice fiscale, développement de services publics de proximités, que la CGT met en avant depuis des décennies. Les réponses du gouvernement ne répondent pas à l'urgence sociale exprimée dans le pays. La lutte doit s'amplifier et réunir toutes les forces engagées (gilets jaunes, syndicats, associations,...) pour dénoncer une politique au service de la minorité la plus fortunée (57 milliards ont été servis aux actionnaires en 2018).

La commission exécutive de l'Union Départementale réunie lundi 14 janvier 2019 appelle à une convergence des luttes du mouvement social en cours et de celles des salariés, retraités et privés d'emplois engagés avec leurs syndicats CGT. Elle appelle à une participation de l'ensemble de la population en lutte aux futures mobilisations organisées :

- **25 janvier à 17h30 devant la préfecture sur les Lices, distribution de tracts à l'entrée des vœux du préfet**
- **31 janvier rassemblement et manifestation des retraités**
- **Journée d'économie morte (date à préciser)**

Elle demande qu'une intersyndicale départementale se réunisse et que la lutte soit étendue sur les lieux de travail afin de paralyser l'activité économique du pays.

La commission exécutive de l'UD estime que le « grand débat » n'est pas nécessaire pour connaître les besoins de la population. Ces débats ne convaincront pas un pouvoir qui a déjà annoncé qu'il ne changerait pas sa ligne politique. La commission exécutive reconnaît que ces débats pourraient être des moments pour diffuser et affirmer, à la population présente, nos revendications. Elle attend la position confédérale sur ces débats.

La commission exécutive dénonce les violences policières et les remises en cause du droit à manifester.

La commission exécutive de l'UD rappelle nos revendications :

- **Augmentation du SMIC à 1800 €, augmentation générale des salaires, du point d'indice pour les fonctionnaires, des pensions et minima sociaux dans la même proportion**
- **Rétablissement de l'ISF, augmentation des taux pour les hauts revenus (suppression des niches fiscales), réduire la TVA à 15% et la supprimer sur les produits de 1^{ère} nécessité**
- **Taxer le capital et moins le travail pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires**
- **Développer les services publics de proximité**
- **Abandon des réformes concernant les lycéens et les étudiants**

La réussite de ce mouvement social agira sur les choix économiques et politiques des prochains mois. N'oublions pas que MACRON et ses acolytes ont encore des dossiers explosifs en attente notamment celui de la retraite.

Sans attendre, nous appelons nos syndicats, nos militants, partout, dans chaque entreprise, dans chaque administration, à poser la question de la grève, de l'action interprofessionnelle, pour gagner, des augmentations de salaire et des nouveaux droits.